



## CHAPITRE 19

### Loi modifiant les lois concernant l'organisation des départements

*(Sanctionnée le 11 mars 1931)*

**S**A MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'article 66 de la Loi de la Législature (Statuts S.R. c. 3, a. 66, mod. refondus, 1925, chapitre 3,) tel que modifié par les lois 17 George V, chapitre 13, section 3 et 18 George V, chapitre 12, section 3, est de nouveau modifié en en remplaçant le paragraphe 1, par le suivant:

**"66. 1.** Rien dans l'article 65 ne rend, cependant, à Exception quant aux conseillers exécutifs. raison du traitement, des honoraires ou des émoluments reçus en cette qualité, le premier ministre, le procureur général, le secrétaire de la province, le trésorier de la province, le ministre des terres et forêts, le ministre de la colonisation, de la chasse et des pêcheries, le ministre de l'agriculture, le ministre de la voirie, le ministre des travaux publics, le ministre du travail, ni aucun autre membre du Conseil exécutif, inhabiles à être nommés conseillers législatifs ou à siéger ou à voter en cette qualité, ni ne rend aucun d'eux inéligible comme député à l'Assemblée législative ou inhabile à y siéger ou à y voter."

**2.** L'article 5 de la Loi de l'exécutif (Statuts refondus, S.R., c. 6, 1925, chapitre 6,) tel que modifié par la loi 20 George V, a. 5, mod. chapitre 19, section 1 est de nouveau modifié en en remplaçant le paragraphe 8° par les suivants:

**"8°** Un ministre des travaux publics;

**"9°** Un ministre du travail."

S.R., c. 13,  
a. 2, mod.

**3.** L'article 2 de la Loi des départements (Statuts refondus, 1925, chapitre 13,) tel que modifié par la loi 20 George V, chapitre 19, section 3, est de nouveau modifié:

a. En remplaçant le paragraphe 9°, par le suivant:  
"9° Le département des travaux publics, présidé par le ministre des travaux publics;"

b. En y ajoutant, après le paragraphe 11°, le suivant:  
"12° Le département du travail, présidé par le ministre du travail."

Id., c. 94,  
remp.

**4.** Le chapitre 94 des Statuts refondus, 1925, est remplacé par le suivant:

## " CHAPITRE 94

### " LOI CONCERNANT LE DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS

Titre abrégé.

**" 1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi du département des travaux publics.*

#### " SECTION I

##### " DU MINISTRE ET DE SES FONCTIONS

Administra-  
tion du dé-  
partement.

**" 2.** Le ministre des travaux publics, désigné dans la présente loi sous le nom de "ministre", a l'administration et la direction du département des travaux publics.

Signature des  
actes.

**" 3.** Nul acte, contrat, document ou écrit n'est censé obligatoire pour le département, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui ou par le sous-ministre.

Fonctions,  
etc., du minis-  
tre.

**" 4.** Les fonctions, pouvoirs et devoirs du ministre sont les suivants:

1° Il a l'administration, la garde et le contrôle de tous les travaux publics, propriétés immobilières et édifices publics qui appartiennent à la province, et de tous les édifices destinés à servir de résidence au lieutenant-gouverneur et de bureaux pour les départements publics;

2° Il pourvoit à l'aménagement et à l'ameublement de ces édifices publics;

3° Il exerce son contrôle sur la propriété de tout chemin de fer construit ou subventionné par le gouvernement en vertu des lois de la province et sur les travaux qui s'y rattachent et en dépendent;

4° Il a l'administration et le contrôle de la construction, de l'entretien et des réparations de tous les édifices.

publics, ponts, chemins, travaux d'assainissement ou autres travaux publics en voie d'exécution ou entretenus aux frais de la province en tout ou en partie;

5° Il a de plus le contrôle de tous les autres travaux entrepris aux frais de la province et de tous les immeubles acquis par le gouvernement de la province, que le lieutenant-gouverneur en conseil déclare par proclamation être sujets aux dispositions de la présente loi;

6° Il a la surveillance et le contrôle du commissaire des incendies de la province et de ses officiers.

"5. Le ministre doit, dans les dix jours qui suivent l'ouverture de chaque session, soumettre à la Législature un rapport détaillé de ses opérations. Rapport à la Législature.

## "SECTION II

### "DU PERSONNEL DU DÉPARTEMENT

"6. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre des travaux publics. Nomination d'un sous-ministre. Devoirs.

Sous la direction et l'autorité du ministre, le sous-ministre a la surveillance des autres officiers, employés, messagers ou serviteurs; il a le contrôle général des affaires du département et il exerce les autres pouvoirs et devoirs qui lui sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Les ordres du sous-ministre doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre et son autorité est sensée être celle du chef du département, en sorte qu'il peut valablement apposer sa signature officielle et par là donner force et autorité à tous documents quelconques qui sont ou peuvent être du ressort du département. Pouvoirs.

Il peut suspendre tout employé du département qui refuse ou néglige d'obéir à ses ordres ou dont la conduite est jugée par lui reprehensible; il doit en faire rapport au chef du département. Idem.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme aussi un ingénieur, un secrétaire, un comptable et tous autres officiers, commis et messagers nécessaires à la bonne administration du département. Nomination d'autres officiers.

Ces officiers, auxquels le lieutenant-gouverneur en conseil assigne les devoirs que chacun d'eux a à remplir, occupent leurs charges durant bon plaisir. Durée de leur charge.

3. Il peut encore nommer, en tout temps et à différentes reprises, en dehors du département, autant d'ingénieurs, de conducteurs des travaux et d'autres officiers Personnel du service extérieur.

qu'il juge nécessaires à l'efficacité du service dans les différentes branches du département, et les destituer suivant son bon plaisir.

Assignation  
des devoirs  
des officiers.

“7. Les devoirs respectifs des officiers et des commis du département non expressément réglés par la loi ou par le lieutenant-gouverneur en conseil leur sont assignés par le ministre.

Devoirs du  
secrétaire.

“8. A moins d'ordres contraires du ministre, le secrétaire doit :

1° Faire, sous la direction du ministre, la correspondance du département;

2° Tenir des registres réguliers de cette correspondance et en faire la classification de manière à pouvoir y référer facilement;

3° Préparer les rapports;

4° Tenir des comptes séparés pour chaque ouvrage, propriété et édifice publics;

5° Tenir des comptes réguliers avec chaque entrepreneur, conducteur de travaux ou autre personne employée par le département;

6° Dresser les certificats sur lesquels les mandats doivent être émis;

7° Tenir sous sa garde et conserver les rapports, plans, cartes, contrats, évaluations, titres, modèles ou autres objets ou documents relatifs à tels ouvrages, propriétés ou édifices publics;

8° Tenir un procès-verbal de tout ce qui se fait dans le département;

9° Généralement faire tous les actes du ressort du département qui lui sont prescrits par le ministre.

Force probante des copies certifiées de documents.

“9. Toute copie de document, sous la garde et le soin du secrétaire, certifiée par le ministre ou le sous-ministre comme vraie copie est censée authentique, et a le même effet légal que l'original devant tout tribunal judiciaire.

Devoirs de  
l'ingénieur-  
directeur.

“10. Il est du devoir de l'ingénieur-directeur des travaux de préparer des cartes, plans et devis pour tous les travaux publics qui doivent être entrepris, modifiés ou réparés par le département; de faire des rapports, pour l'information du ministre sur toute question relative aux travaux publics qui peut lui être soumise; d'examiner et reviser les plans, évaluations et recommandations des autres ingénieurs et officiers, en rapport avec le département, et généralement d'aviser le département sur toutes les questions de génie civil affectant les travaux publics de la province.

## "SECTION III

"DES DEVOIRS DES OFFICIERS, DE CERTAINES PERSONNES ET CORPORATIONS  
A L'ÉGARD DU DÉPARTEMENT

"11. Le lieutenant-gouverneur peut, en tout temps, requérir toute personne ou corporation ayant la possession ou la garde de quelques cartes, plans, devis, évaluations, rapports ou autres papiers, livres, dessins, instruments, modèles, contrats, documents ou archives n'étant pas une propriété particulière, et ayant rapport à quelques ouvrages, édifices ou propriétés publics qui sont maintenant ou qui peuvent à l'avenir être placés sous le contrôle du département, de les remettre au secrétaire; et peut aussi commettre à la garde de celui-ci pour en assurer la conservation et pour l'usage du ministre, tous instruments, livres, dessins, modèles ou documents relatifs aux objets pour lesquels le ministre est nommé et qui sont nécessaires pour mieux atteindre les fins de la présente loi ainsi que des lois dont le ministre est chargé de surveiller l'exécution."

Remise des plans, cartes, contrats, etc., par corporations, etc., au département.

5. L'article 2 de la Loi des travaux publics (Statuts S.R., c. 95, a. refondus, 1925, chapitre 95,) est modifié en en retrans-<sup>2, mod.</sup>chant les mots: "et du travail", dans la première ligne.

6. Les Statuts refondus, 1925, sont modifiés en y in-<sup>Id. c. 95A, aj.</sup>sertant, après le chapitre 95, le suivant:

## "CHAPITRE 95A

## "LOI CONCERNANT LE DÉPARTEMENT DU TRAVAIL

"1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi* Titre abrégé.  
*du département du travail.*

## "SECTION I

## "DU MINISTRE ET DE SES FONCTIONS

"2. Le ministre du travail, désigné dans la présente loi sous le nom de "ministre", a l'administration et la direction du département du travail.

Administration du département.

"3. 1. Nul acte, contrat, document ou écrit n'est censé obligatoire pour le département, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui ou par le sous-ministre;

Signature des actes, etc.

Force probante des copies certifiées de documents.

2. Toute copie de document formant partie des archives du département et certifiée par le ministre ou par le sous-ministre comme vraie copie est censée authentique et a le même effet légal que l'original devant tout tribunal judiciaire.

Fonctions, etc., du ministre.

"4. Les fonctions, pouvoirs et devoirs du ministre sont les suivants:

1° Il institue et dirige les enquêtes sur les questions industrielles importantes ainsi que sur les conditions de la main d'œuvre et peut recueillir les statistiques s'y rapportant et les transmettre au bureau des statistiques de Québec;

2° Il est chargé de la mise à exécution de toutes lois concernant: les émeutes dans le voisinage des travaux publics; les différents entre patrons et ouvriers; les grèves et les contre-grèves municipales; les bureaux de placement; le salaire minimum des femmes; la sécurité dans les édifices publics; l'inspection des échafaudages; la protection du public contre les incendies; l'installation des paratonnerres; la sécurité et l'inspection des établissements industriels; les mécaniciens de machines fixes; le repos hebdomadaire des employés dans l'industrie; les accidents du travail; la commission des accidents du travail, et, généralement, tout ce qui intéresse les artisans, ouvriers, journaliers ou manœuvres.

Rapport à la Législature.

"5. Le ministre doit dans les dix jours qui suivent l'ouverture de chaque session, soumettre à la Législature un rapport détaillé de ses opérations.

## "SECTION II

### "DU PERSONNEL DU DÉPARTEMENT

Nomination du sous-ministre.

"6. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre du travail.

Nomination d'autres officiers.

Il nomme aussi un secrétaire et tous autres officiers, commis et messagers nécessaires à la bonne administration du département.

Durée de leur charge.

Ces employés, auxquels le lieutenant-gouverneur en conseil assigne les devoirs que chacun d'eux a à remplir, occupent leur charge durant bon plaisir.

Personnel du service extérieur.

Il peut encore nommer, en tout temps, en dehors du département, autant d'autres officiers qu'il juge nécessaires à l'efficacité des différents services du département et les destituer suivant son bon plaisir.

Assignation des devoirs des officiers.

"7. Les devoirs respectifs des officiers et commis du département non expressément réglés par la loi ou par le

lieutenant-gouverneur en conseil leur sont assignés par le ministre.

“8. A moins d'ordres contraires du ministre, le secrétaire doit: Devoirs du secrétaire.

1° Faire, sous la direction du ministre, la correspondance du département;

2° Tenir des registres réguliers de cette correspondance et en faire la classification de manière à pouvoir les consulter facilement;

3° Préparer les rapports;

4° Tenir sous sa garde et conserver tous les dossiers et archives du département;

5° Tenir un procès-verbal de tout ce qui se fait dans le département;

6° Généralement, faire tous les actes du ressort du département qui lui sont prescrits par le ministre.

### “SECTION III

#### “DES DEVOIRS DE CERTAINS OFFICIERS ET DE CERTAINES CORPORATIONS À L'ÉGARD DU DÉPARTEMENT

“9. Les institutions publiques et les officiers publics de cette province sont tenus de répondre promptement aux communications officielles du département, et doivent faire tous leurs efforts pour fournir des renseignements exacts sur toutes les questions qui leur sont soumises. Devoirs des institutions publiques et des officiers à l'égard du département.

Tout officier public ou tout officier de quelque une des institutions ci-dessus qui refuse ou néglige volontairement de répondre aux questions ou de transmettre les informations relatives aux intérêts des artisans ou des manufactures, encourt, pour chaque contravention, une amende de vingt dollars, qui est recouvrable au nom de Sa Majesté devant tout tribunal compétent.” Amendes pour contraventions.

7. L'article 2 de la Loi concernant les émeutes près des travaux publics (Statuts refondus, 1925, chapitre 96,) est modifié en en retranchant les mots: “des travaux publics et”, dans la première ligne. S.R., c. 96, a. 2, mod.

8. L'article 2 de la Loi des différends ouvriers de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 97,) est modifié en en retranchant les mots: “des travaux publics et”, dans la première ligne. Id., c. 97, art. 2, mod.



S. R. c. 98,  
art. 2, mod.

**9.** L'article 2 de la Loi des grèves et contre-grèves municipales (Statuts refondus, 1925, chapitre 98,) est modifié en en remplaçant les mots: "des travaux publics et du travail", dans la première ligne, par les mots: "du travail, ci-après désigné sous le nom de "ministre",".

Id. art. 7,  
mod.

**10.** L'article 7 de ladite loi est modifié en en retranchant les mots: "des travaux publics et du travail", dans la troisième ligne du paragraphe 1.

Id. art. 8,  
mod.

**11.** L'article 8 de ladite loi est modifié en en retranchant les mots: "des travaux publics et du travail", dans la sixième ligne.

Id. art. 10,  
mod.

**12.** L'article 10 de ladite loi est modifié:  
a. En en retranchant les mots: "des travaux publics et du travail", dans la deuxième ligne;  
b. En en retranchant les mots: "des travaux publics et", dans la sixième ligne.

S. R. c. 99,  
art. 3, mod.

**13.** L'article 3 de la Loi des bureaux de placements (Statuts refondus, 1925, chapitre 99,) est modifié en en remplaçant les mots: "des travaux publics et du travail", dans les première et deuxième lignes, par les mots: "du travail ci-après désigné sous le nom de "ministre",".

Id. art. 7,  
mod.

**14.** L'article 7 de ladite loi est modifié en en retranchant les mots: "des travaux publics et du travail", dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa.

Id. art. 17,  
mod.

**15.** L'article 17 de ladite loi est modifié en en retranchant les mots: "des travaux publics et", dans la première ligne.

S. R. c. 100,  
art. 2, mod.

**16.** L'article 2 de la Loi du salaire minimum des femmes (Statuts refondus, 1925, chapitre 100,) tel que modifié par la loi 16 George V, chapitre 33, section 1 et remplacé par la loi 20 George V, chapitre 46, section 1, est modifié en en remplaçant les mots: "des travaux publics et du travail", dans les deuxième et troisième lignes, par les mots: "du travail ci-après désigné sous le nom de "ministre",".

Id. art. 13,  
mod.

**17.** L'article 13 de ladite loi est modifié en en retranchant les mots: "des travaux publics et", dans la première ligne.



**18.** L'article 10 de la Loi de la sécurité dans les édifices publics (Statuts refondus, 1925, chapitre 176,) est modifié: S.R. c. 176, art. 10, mod.

a. En en retranchant les mots: "des travaux publics et", dans la sixième ligne du paragraphe 2;

b. En en retranchant les mots: "des travaux publics et", dans la première ligne du dernier alinéa.

**19.** L'article 36 de ladite loi est modifié en en retranchant les mots: "des travaux publics et", dans les première et deuxième lignes du paragraphe 2. Id. art. 36, mod.

**20.** L'article 42 de ladite loi est modifié en en retranchant les mots: "des travaux publics et", dans les deuxième et troisième lignes. Id. art. 42, mod.

**21.** L'article 4 de la Loi de l'inspection des échafaudages (Statuts refondus, 1925, chapitre 177,) est modifié en en retranchant les mots: "des travaux publics et", dans la deuxième ligne. S.R. c. 177, art. 4, mod.

**22.** L'article 2 de la Loi de la protection du public contre les incendies (Statuts refondus, 1925, chapitre 178,) telle qu'éditée par la loi 18 George V, chapitre 62, section 1, est modifié en en retranchant les mots: "des travaux publics et", dans les première et deuxième lignes du paragraphe 4°. S.R. c. 178, art. 2, mod.

**23.** L'article 2 de la Loi des paratonnerres (Statuts refondus, 1925, chapitre 178A,) tel qu'édité par la loi 18 George V, chapitre 63, section 1, est modifié en en retranchant les mots: "des travaux publics et", dans les première et deuxième lignes du paragraphe 2°. S.R., c. 178A, art. 2, mod.

**24.** L'article 4 de la Loi de la prévention des incendies (Statuts refondus, 1925, chapitre 180,) tel que modifié par les lois 17 George V, chapitre 53, section 2 et 18 George V, chapitre 65, section 2, est de nouveau modifié en en retranchant les mots: "et du travail", dans la deuxième ligne du premier alinéa. S.R., c. 180, art. 4, mod.

**25.** L'article 6b de ladite loi, tel qu'édité par la loi 18 George V, chapitre 65, section 3, est modifié en en retranchant les mots: "et du travail", dans la première ligne. Id. art. 6b, mod.

S. R., c. 180,  
art. 7, mod.

**26.** L'article 7 de ladite loi est modifié en en retranchant les mots: "et du travail", dans la deuxième ligne.

S. R. c. 182,  
art. 2, mod.

**27.** L'article 2 de la Loi des établissements industriels (Statuts refondus, 1925, chapitre 182,) est modifié en en retranchant les mots: "des travaux publics et", dans la deuxième ligne du paragraphe 6°.

S. R., c. 184,  
art. 2, mod.

**28.** L'article 2 de la Loi des mécaniciens de machines fixes (Statuts refondus, 1925, chapitre 184,) est modifié en en retranchant les mots: "des travaux publics et", dans les première et deuxième lignes du paragraphe 3°.

S. R., c. 255,  
art. 18, mod.

**29.** L'article 18 de la Loi des syndicats professionnels (Statuts refondus, 1925, chapitre 255,) est modifié en en retranchant les mots: "des travaux publics et", dans la deuxième ligne du deuxième alinéa.

S. R. c. 274,  
art. 2, mod.

**30.** L'article 2 de la Loi des accidents du travail (Statuts refondus, 1925, chapitre 274,) tel qu'édicte par la loi 18 George V, chapitre 79, est modifié en en retranchant les mots: "des travaux publics et", dans les première et deuxième lignes du paragraphe 2°.

S. R., c. 275,  
art. 3, mod.

**31.** L'article 3 de la Loi de la Commission des accidents du travail (Statuts refondus, 1925, chapitre 275, tel qu'édicte par la loi 18 George V, chapitre 80,) est modifié en en retranchant les mots: "des travaux publics et", dans la deuxième ligne.

Id. art. 9,  
mod.

**32.** L'article 9 de ladite loi est modifié en en retranchant les mots: "des travaux publics et", dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 2.

Emplois con-  
tinués.

**33.** Les officiers actuels du département des travaux publics et du travail peuvent, sans autre nouvelle nomination, continuer à remplir leur emploi, ou peuvent être transférés à d'autres positions dans le département du travail créé par la présente loi ou être requis d'exercer leurs fonctions dans un ou plusieurs départements, suivant le bon plaisir du lieutenant-gouverneur en conseil.

Interpréta-  
tion.

**34.** Dans toute loi, toute proclamation, tout arrêté ministériel adoptés et dans tout contrat écrit ou document quelconque faits avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, où les mots et expressions "mi-

nistre des travaux publics et du travail", "sous-ministre des travaux publics et du travail" et "département des travaux publics et du travail" se rencontrent, ces mots et expressions signifient et désignent respectivement le "ministre des travaux publics", le "sous-ministre des travaux publics", le "département des travaux publics" ou respectivement le "ministre du travail", le "sous-ministre du travail", et le "département du travail" suivant qu'il s'agit dans ces loi, proclamation, arrêté en conseil, contrat, écrit ou document d'une matière ou d'une chose qui relève du ministre des travaux publics ou de celui du travail.

**35.** La présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation. Entrée en vigueur.